

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Schizophrénie

Avant comme après les attentats d'Orlando et de Magnanville, la France vit sous la menace du terrorisme islamiste. L'Armée et la Police nationale font tout leur possible pour éviter de nouvelles attaques et les pouvoirs publics devraient faire preuve, dans toutes leurs décisions, d'une extrême prudence.

Or François Hollande et Manuels Valls vivent une dangereuse schizophrénie. L'Elysée et Matignon proclament la *guerre contre le terrorisme* ce qui est stupide car on ne fait pas la guerre à une méthode de destruction. Dans le même temps, on laisse s'organiser sur le territoire national un championnat de football en espérant bénéficier des retombées politiques des manifestations sportives et festives - tout en sachant que les risques d'attentats sont considérablement accrus et en négligeant l'hooliganisme.

On ne peut pas déclarer la guerre et faire la fête, mobiliser un peuple et le distraire, faire la chasse aux djihadistes et multiplier leurs cibles en demandant à des soldats fatigués et à des policiers épuisés d'assurer la sécurité de tous. Le chaos est dans la tête des dirigeants. C'est pour cela que le désordre s'étend dans le pays.

EDF

Futur scandale d'État ?

Amérique latine

Y'a-t-il encore
une gauche ?

p. 2

Idées

Eugénie
Bastie

p. 9

Y'a-t-il encore une gauche ?

Voilà une question qui peut sembler surprenante de prime abord, quand on se rappelle le virage à gauche pris par le continent il y a quelques années : après Hugo Chavez, fils spirituel de Fidel Castro au Venezuela, étaient arrivés au pouvoir des partis de « gauche » en Bolivie, Pérou, Argentine, Chili, Brésil, Equateur, Uruguay, bref dans tous les pays qui comptent dans ce continent. Puis le reflux a été brutal au Venezuela, (1) en Argentine et au Brésil ; il touche maintenant le Pérou où le second tour des élections présidentielles a vu s'affronter deux candidats de droite : Pedro Pablo Kuczynski (dit PPK), qui a battu de justesse (0,23 %) son adversaire Keiko Fujimori, dont le parti a cependant obtenu au premier tour la majorité absolue au Parlement.

Puis le reflux a été brutal au Venezuela, (1) en Argentine et au Brésil ; il touche maintenant le Pérou où le second tour des élections présidentielles a vu s'affronter deux candidats de droite : Pedro Pablo Kuczynski (dit PPK), qui devrait battre de justesse (0,23 %) son adversaire Keiko Fujimori, dont le parti a cependant obtenu au premier tour la majorité absolue au Parlement.

Posons-nous d'abord rapidement la question des enjeux politiques au Pérou. Fondamentalement, rien ne sépare PPK de Keiko, qui tous deux proposent en substance de laisser les affaires s'occuper d'elles-mêmes dans un cadre ultra-libéral décomplexé, l'État se chargeant de l'insécurité, la délinquance et la corruption. Le milieu économique et financier péruvien ne s'y est pas trompé, pour qui l'un ou l'autre des candidats étaient également acceptables. Le seul enjeu de cette élection était le même que celui qui verrait un second tour en France entre Marine Le Pen et Alain Juppé : Keiko Fujimori, fille et héritière d'Alberto Fujimori, l'ancien *narco-dictateur* pouvait-elle obtenir des voix de la part des anti-fujimoristes ? Elle a tout tenté, mais en vain, pour se défaire de cette image d'héritière, qui par contraste fait du banquier

PPK un paragon de démocratie souriante. Si Keiko perd (le résultat n'est pas encore officiel au moment où j'écris ces lignes), c'est au front des anti-fujimoristes qu'elle le devra, et en particulier au ralliement à PPK de Verónica Mendoza, nouveau *lider* de la gauche, pour éviter que « *le Pérou (redevienne) un narco-État, comme du temps de son père.* » (2)

Bien sûr, éviter le *narco-État* est un souhait louable mais qui vient un peu tard : si le Pérou n'est pas encore à strictement parler un *narco-État*, c'est bien une *narco-économie*, et ce depuis la fin des années 90. La cocaïne, dont le Pérou est le premier producteur mondial, est devenue la main invisible de l'économie (et de la politique) péruvienne.

Voilà pour le Pérou. Mais ce retournement vers un gouvernement ultra-libéral répressif apparaît dans toute l'Amérique Latine : cela veut dire que certaines raisons sortent du cadre péruvien strict. C'est à elles qu'il faut s'intéresser

L'origine de tout ceci est commune à toute la planète : un saccage effréné des ressources des pays dans le cadre de la mondialisation. Avec cette différence par rapport à nos démocraties qu'en Amérique Latine, tout est permis depuis

très longtemps, (3) en particulier l'appropriation par la force des biens et territoires des populations locales. Cela avait poussé les peuples sud-américains à réagir en votant pour la gauche démocratique. (4) Malheureusement, cette dernière a échoué et ses responsables ont fini par « *s'enliser de nouveau dans la corruption, le clientélisme, le trafic de drogue* ». La situation du peuple a empiré, puisqu'à la corruption et aux abus (économiques, écologiques, sociaux...) toujours présents s'ajoutent insécurité et délinquance en croissance exponentielle.

Le second point remarquable concerne l'implication de la population dans ces élections. La vague de gauche laissait voir une grande nouveauté : la volonté des populations sud-américaines de prendre en main leur destin. Après une décennie d'expérience généralement malheureuse, on assiste maintenant au *désespoir démocratique* de ces peuples trahis par des élites interchangeables plus soucieuses de leurs propres intérêts que de ceux de leurs pays. On est passé d'une volonté de se prendre en charge à un grand sentiment d'impuissance.

Alors, finalement, puisqu'on ne peut rien face aux anciens maux, qu'au moins il ne s'en ajoute pas de nouveaux. Et l'électeur qui ne croit plus en la démocratie s'en remet de nouveau à la droite dure, ultra-libérale, mais à tolérance zéro pour la (petite) délinquance. Position compréhensible, mais grosse de risques autocratiques ou révolutionnaires pour tout le continent.

François VILLEMONTÉIX

(1) Royaliste no 1087, page 2, « *Venezuela – Des élections désespérantes* ».

(2) Le Monde, 11 avril 2016.

(3) Lire par exemple : *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* d'Eduardo Galeano, paru en 1971, 147 p, 8,50 €.

(4) Royaliste no 967, page 2, « *Compléments – La leçon de l'Amérique latine* ».

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Schizophrénie. - P 2 : Amérique latine : Y'a-t-il encore une gauche ? - P 3 : Débat : Lordon face à Podemos - Echo de presse : La droite en délire. - P 4 : Modèle français : EDF : Futur scandale d'Etat ? - P 5 : Kurdes : Kurdologie - P 5 : Brèves : Népal, Italie, Grèce, Cambodge. - P 6-7 : Nationalisme flamand : Sombres raisons pour noirs desseins. - P 8 : Élysées : Au cœur du pouvoir - P 8 : Orient : Monarchie mirage - Dissuasion nucléaire : Jupiter à l'Élysée. P 9 : Idées : La défaite des femmes - P 10 : Calonne : Dernières chances. - P 11 : Carnet - Jacques Solé - ATTENTION ! - Les Mercredis de la NAR - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : Paradoxes mélenchonniens..

Lordon face à Podemos

Les militants du cercle parisien de Podemos ont rencontré Frédéric Lordon. Les premiers disposent d'un parti, et le second d'un solide programme économique...

Aux premières heures de Nuit Debout, Frédéric Lordon n'avait pas mâché ses mots au sujet de Podemos. À la presse espagnole, il avait même déclaré que le parti de Pablo Iglesias est un bon exemple de « *ce qu'il ne faut pas faire* ». Il y a quelques jours, la salle du Théâtre de Verre de Paris était donc pleine pour écouter le débat organisé par le cercle parisien de Podemos entre leur ami Joan Garcés, ancien conseiller du président Allende, et l'économiste atterré. À aucun moment, cependant, la rencontre n'a pris l'allure d'un règlement de compte.

S'interrogeant sur les « *formes d'institutionnalisation des luttes* », l'orateur vedette de la place de la République n'a pas caché son scepticisme face au parti de Pablo Iglesias. Podemos, « *trop pressé de refaire les mots, a évacué la substance des mots*. » Pour Frédéric Lordon, si le nouveau venu de la politique espagnole a bien fait de prendre acte de la démonétisation de la phraséologie traditionnelle de la gauche radicale, dont témoignent chez nous les contre-performances du NPA, il ne faut pas renoncer à une lutte tous azimuts contre la mainmise du capital. Les rapports de domination au travail pourraient, par exemple, prioritairement être dénoncés. De même, Frédéric Lordon critique-t-il cette priorité donnée à la conquête du système représentatif par Podemos. Selon lui, il conviendrait plutôt de dénoncer « *la capture de la souveraineté par le parlementarisme*. » Mais le débat se perd, quand l'économiste déclare rechercher encore sur « *la parole portée par Nuit Debout* ». De fait, il laisse pantois une bonne partie de la salle...

L'économiste fait son plus brillant plaidoyer quand il s'entend, bien-sûr, à son domaine. La monnaie unique, sur notre continent, est bien « *l'instrument d'une double domination, régionale et de classe*. » Et de rappeler que le président du Conseil italien Mario Monti avait un jour déclaré qu'il fallait « *germaniser* » la politique économique de son pays et que les Allemands, par culture, n'envisageront pas que la BCE puisse répondre à des injonctions politiques. Qu'on y croie, et ce serait « *deux nouvelles décennies de perdues*. » Le retour aux monnaies nationales est bel bien un préalable indispensable à la mise en place de toute nouvelle politique de redistribution.

Joan Garcés, qui eût à souffrir des conséquences les plus tragiques des confrontations géopolitiques, a alors cru bon de devoir rappeler l'importance du choix des alliances politiques tant à l'intérieur de chaque pays qu'à l'échelle du continent européen, avant de se lancer dans toute action. On n'était plus très loin de la conception gaullienne de la politique.

Christophe BARRET

La droite en délire

Un homme politique, ancien ministre, a récemment dénoncé les surenchères ultra-libérales des candidats aux primaires de la droite :

« *Je pense que cette représentation est une caricature du libéralisme qui apparaît comme une purge patronale. C'est du Robin des bois à l'envers : prendre de l'argent aux pauvres pour le donner aux riches.* » Cet homme politique, c'est Alain Madelin, éminente figure de la droite ultra-libérale qui se pose même en théoricien et qui a confié au *Point* (1) son inquiétude.

Il est vrai que les candidats, qui cherchent à séduire le public des adhérents et sympathisants qui participent aux primaires, multiplient les propositions démagogiques comme l'explique Jean-Christophe Chanut dans *La Tribune* (2) : « *Il est exact que certaines propositions risquent de faire mal au portefeuille des ménages. Ainsi François Fillon n'hésite pas à annoncer une hausse de 3,5 points du taux supérieur de la TVA (actuellement fixé à 20 %). Jean-François Copé, lui, évoque carrément à terme une TVA sociale « aux alentours de 25 %.* » Là où Alain Juppé préconise plutôt une hausse d'un point du taux de TVA - soit une recette supplémentaire pour l'État comprise entre 7 et 8 milliards d'euros, si tous les taux de TVA sont relevés - afin de financer en grande partie la suppression du financement par les entreprises de 10 milliards d'euros de cotisations famille. »

En revanche, Bruno Le Maire et Nicolas Sarkozy restent discrets sur la question de la TVA. Mais tous les candidats annoncent la suppression de l'impôt sur la fortune alors que dans *Mediapart* Laurent Mauduit explique que « *Le plafonnement de l'impôt sur la fortune voulu par Hollande a des effets deux fois plus favorables pour les milliardaires que le bouclier fiscal de Sarkozy. Des statistiques fiscales révélées par Le Canard en attestent. Un exemple souligne à lui seul les dérives de la fiscalité socialiste : Liliane Bettencourt, l'héritière de L'Oréal, qui aurait dû payer plus de 61 millions d'euros d'ISF en 2015, a vu sa contribution réduite à zéro grâce au plafonnement.* » (3)

Observant la juste colère provoquée par la loi El Khomri, les candidats s'emploient à rassurer les classes moyennes et populaires qu'ils se préparent à matraquer. Baisse de l'impôt sur le revenu ! Hausse du plafond du quotient familial ! Augmentation du budget de la police ! Il est inutile de souligner l'incohérence de ce fatras car nous savons que tous les candidats se préparent à obéir aux injonctions de Bruxelles. Ce que leurs programmes permettent d'évaluer, c'est l'étendue de leur cynisme. De ce point de vue, ils sont tous à égalité.

Jacques BLANGY

(1) http://www.lepoint.fr/politique/alain-madelin-le-programme-de-la-droite-est-une-caricature-du-liberalisme-26-05-2016-2042267_20.php

(2) <http://www.latribune.fr/economie/france/primaires-a-droite-les-candidats-calment-un-peu-la-course-au-plus-liberal-577685.html>

(3) <https://www.mediapart.fr/journal/economie/080616/isf-hollande-ravit-sarkozy-le-titre-de-president-des-riches>

EDF : Futur scandale d'État ?

EDF peut-elle disparaître ? La question peut paraître saugrenue alors que le gouvernement a annoncé contribuer pour trois milliards d'euros à la recapitalisation de l'électricien. L'absence de politique cohérente de l'État laisse pourtant craindre une catastrophe industrielle et financière et un démantèlement du service public français de l'énergie.

La bouffée d'oxygène octroyée par l'État, principal actionnaire du groupe public, dont il détient 84,5 % du capital, n'est en effet pas à la mesure des problèmes auxquels est confrontée l'entreprise : une dette de 34 milliards d'euros, une baisse du prix de l'énergie et un « mur d'investissement », ceci dans le contexte de la transition énergétique. Pour le professeur Rémy Prud'homme, cité par *Les Échos*, l'endettement est un faux problème. Il n'a rien d'exorbitant, rapporté au chiffre d'affaires du groupe et ne doit rien au programme nucléaire français. Son augmentation depuis dix ans s'expliquerait par l'achat, pas toujours heureux, de sociétés étrangères, par les dividendes exorbitants prélevés par l'État, au détriment des investissements et par la dette de six milliards de l'État envers EDF. « Surtout, affirme-t-il, l'État, pour faire plaisir à Bruxelles, a concocté un absurde cocktail de marché et de régulation. » Ce « poison » « engendre des prix (de gros) de l'électricité plus bas que les coûts de production de toutes les formes d'électricité ».

Depuis un an, les marchés de l'électricité ont en effet chuté de plus de 30 %. À 26 € le MWH, ils ne couvrent plus les charges d'exploitation d'EDF alors que le prix de l'électricité nucléaire avoisine 42 € le MWH. Dans *L'Expansion* du 6 mai dernier, Julie de la Brosse explique « le jeu mortel des prix bas. » Le problème aurait commencé au milieu des années 2000 quand l'État a décidé de ne plus augmenter les tarifs réglementés de l'électricité malgré la croissance des coûts de gestion et de maintenance. La situation se serait dégradée avec la libéralisation du marché et la disparition progressive des tarifs réglementés. Depuis 2011, la loi oblige EDF à revendre à ses concurrents une partie de son énergie à un prix fixé par la loi. Ce dispositif, baptisé ARENH, empêche EDF de couvrir ses coûts et

conduit ses concurrents à s'approvisionner sur les marchés de gros. « Le pire, ajoute un expert cité par notre consœur, est que l'État est aussi en partie responsable de la baisse des prix des marchés de gros puisque, en garantissant un prix élevé aux énergies renouvelables, il a encouragé la surproduction qui contribue actuellement à faire chuter les cours. »



Malgré ses difficultés financières, EDF doit faire face à ce qu'il est convenu d'appeler « un mur d'investissement ». L'entreprise devra mobiliser de 55 à 100 milliards d'ici 2030 pour porter de 40 à 50 ans la durée de vie de ses centrales nucléaires, ce qu'EDF appelle « le grand carénage ». Le démantèlement des réacteurs mis en service dans les années 70-80 est pour sa part estimé à 23 milliards. De plus EDF doit racheter la branche réacteurs d'Areva pour 2,5 milliards.

Enfin, EDF se trouve pris au piège de la construction de deux réacteurs EPR pour la centrale nucléaire d'Hinkley Point qui, affirment syndicalistes et responsables d'EDF, pourrait la faire couler. De nombreux cadres d'EDF soulignent le caractère irréaliste de ce projet, techniquement et financièrement. Ils s'accordent à penser qu'il aurait été plus sûr et plus rentable d'ex-

porter de l'électricité en Grande-Bretagne pour l'aider à combler son déficit de production.

Mais, explique Jean-Michel Quatrepoint dans *Le Figaro* du 24 avril, « dans la perspective de la campagne présidentielle, la signature de contrats industriels fait toujours bonne figure. » « Les gouvernants, ajoute-il, n'osent pas prendre la décision raisonnable pour sauver EDF », alors que l'État est largement responsable de la situation. Il n'a pas su gérer les querelles d'ego des dirigeants, il a laissé remplacer les nucléocrates, partis à la retraite, par des dirigeants au profil plus politique. « Les compétences se sont peu à peu étioilées. On a sous-traité de plus en plus », conclut M. Quatrepoint. Dans un article publié par *Mediapart* le 16 février, Martine Orange pose le problème de fond : « Après quinze ans de libéralisation impensée, le gouvernement ne peut plus différer la question : qu'est-ce qu'EDF ? Un service public ou un simple producteur d'énergie nucléaire ? » Soumis à un « déferlement législatif sans précédent depuis 2005, explique-t-elle, EDF a été désintégrée avec la séparation de la distribution (ERDF), du transport (RTE) et des services commerciaux. »

Pour faire face à sa mauvaise santé financière, EDF a prévu des économies, une réduction de ses investissements et annoncé la suppression de 3 500 postes d'ici deux ans. La facture des abonnés pourrait bien aussi augmenter. EDF a par ailleurs annoncé la fermeture de centrales thermiques, au risque de se trouver dans l'obligation d'importer de l'électricité en périodes de surconsommation, grands froids par exemple. Plus grave le projet de vente de RTE, filiale à 100 % d'EDF, semble avancer, projet considéré comme « une nécessité pour parachever l'ouverture du marché à la concurrence. »

Certains voient dans la vente de RTE « le signe précurseur d'un démantèlement en règle d'EDF et du service public », ce qui, avertit un responsable syndical, reviendrait « à mettre à terre toute la politique énergétique mise en place depuis 1946, au profit d'intérêts privés qui veulent (...) casser la maison et après reconstituer un oligopole privé comme on l'a vu dans les télécoms. »

Une perspective qui s'inscrit parfaitement, comme la loi El Khomri, dans l'entreprise de remise en cause systématique du modèle économique et social mis en place à la Libération.

Laurent LAGADEC

Kurdologie

S' il y a bien une question kurde, il n'y a pas de solution kurde ni en Syrie, ni en Irak, ni en Turquie.

Paris qui a déjà été le théâtre en janvier 2013 de trois assassinats de militantes liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation d'inspiration marxiste considérée comme terroriste en Europe et aux États-Unis, accueille depuis le 23 mai dernier l'office de représentation du Rojava, nouvelle entité kurde autonome de Syrie autoproclamée le 17 mars précédent.

Rojava veut dire « *Ouest* », sous-entendu la partie occidentale du Kurdistan historique. Pour autant les relations sont conflictuelles entre le parti démocratique kurde syrien (PYD) considéré comme une filiale du PKK, et le parti démocratique kurde du président de l'autorité autonome du Kurdistan Irakien, Massoud Barzani, qui siège à Erbil. Celui-ci par contre entretient d'étroites relations avec Ankara. Ce n'est pas le cas de son alter ego dans le Kurdistan Irakien, la partie orientale avec Suleimaniyé pour capitale, le clan Talabani dont les affinités avec Téhéran - et donc Damas - sont traditionnelles. On oublie souvent que l'Iran compte une forte minorité kurdophone dans la zone contiguë.

On aura compris que la question kurde est loin d'être simple. Elle l'est encore moins si l'on considère la situation intérieure à la Turquie. Si treize provinces d'Anatolie forment un bloc homogène allant de la frontière arménienne à la frontière syrienne et votent à plus de 75 % pour les partis kurdes autorisés, aujourd'hui le HDP, qui contrôlent une centaine de municipalités dont la ville la plus importante, Diyarbakir, il n'en reste pas moins que 60 % des Kurdes résident dans la partie occidentale du pays. Ils sont au moins quatre millions à Istanbul. Ils constituent entre 30 et 40 % de l'émigration turque en Allemagne. Dans la partie anatolienne, au sens large, au sein même des Kurdes, l'AKP du président Erdogan concurrence le HDP en cultivant l'ambiguïté des liens entre ce parti qui de surcroît veut se donner une image libérale, avec le PKK, et en recueillant les suffrages des clans kurdes conservateurs.

Les raisons turques, irakiennes et syriennes interfèrent et s'opposent. Assad a très bien joué à l'été 2012 en décidant de se retirer unilatéralement du Nord laissant la place aux Kurdes déjà mal vus des *Syriens libres* tout en libérant nombre d'islamistes dont il prévoyait qu'ils se retourneraient contre les *rebelles*. Ankara a manqué alors une fenêtre d'opportunité. Erdogan n'a pas vu venir les combattants kurdes. Membre de l'OTAN, il n'a pas obtenu l'aval pour une zone d'interdiction aérienne. En réalité, rétrospectivement, Ankara aurait dû prendre alors le contrôle de la zone frontalière. Le cabinet turc misa sur une stratégie diplomatique et politique, obtenant un cessez-le-feu avec le PKK et scellant l'alliance avec Barzani, de telle sorte que les Kurdes syriens étaient ainsi circonvenus. C'était compter sans Daech, le ver dans le fruit introduit par Assad et à titre posthume par Saddam Hussein !

Aujourd'hui la belle combinaison d'Erdogan est à terre. Le PKK a rompu le cessez-le-feu en juillet 2015 et la guerre a repris sur le sol turc. Forts de leur victoire de Kobané (janvier 2015), les forces kurdes syriennes ont sécurisé la longue frontière syro-turque en transformant la zone en trois *cantons* kurdes dont la réunion (d'abord à Tell Abyad en juin 2015 puis ces jours-ci à Azzaz) constitue le dit *Rojava*.

L'indépendance de l'une ou de l'autre entité kurde signifierait l'exacerbation des différences intestines avec un risque de guerre civile, outre des querelles de voisinage et d'abord de frontières. En Irak et en Syrie, les zones kurdes sont délimitées sur un fond arabe plus discriminant qu'il ne l'est en Turquie en milieu turcophone. La religion, notons-le, ne fait rien à l'affaire. Par exemple, les yézidis sont des Kurdes ethniques. Kurdes syriens et irakiens, ultra-majoritairement sunnites, ont fait cause commune pour leur libération même s'ils revendiquent chacun les monts Sinjar.

La participation des Kurdes dans leurs pays respectifs est indispensable au maintien des frontières et des structures des États irakien, syrien et turc. Il ne faut pas confondre auto-défense et indépendance. Autant les Kurdes sont bienvenus dans la lutte contre Daech, dans le cadre de la Coalition, autant ils seraient malvenus d'en profiter pour imposer une nouvelle configuration territoriale, principe que l'on oppose à juste raison au projet de Daech. Ni califat djihadiste, ni micro-états ethniques, mais la reconstruction des États-nations.

Yves LA MARCK

Brèves

Népal

Le 27 mai : L'ancien ministre des Finances, **Prakash Chandra Lohani**, économiste reconnu, a déclaré qu'il était désormais urgent de restaurer une monarchie hindoue décentralisée au Népal. Il a été rejoint par d'autres personnalités du pays dans sa déclaration.

Italie

Le 2 Juin : Pour les 70 ans de l'abolition de la monarchie et en présence du prince **Aimone de Savoie-Aoste**, l'Unione monarchica italiana a réclamé l'abrogation de l'article 139 de la Constitution qui empêche tout référendum sur cette question, alors que selon le mouvement monarchiste « *la République serait à l'agonie*. » Le prince Victor-Emmanuel de Savoie a, quant à lui, dénoncé un véritable coup d'État organisé par les républicains en 1946.

Grèce

Le 30 mai : Lors d'une interview à la chaîne SKAI TV, l'ancien roi **Constantin II** a rappelé qu'il demeurerait le souverain de son pays, rappelant que si les Grecs le souhaitaient, il restait à leur disposition pour remonter sur le trône, dont il a été renversé par un coup d'État en 1973, afin de préserver l'unité nationale.

Cambodge

Le 4 juin : Les partis d'opposition au Premier ministre **Hun Sen** ont tenté de remettre au roi **Norodom Sihamoni** une pétition réclamant son intervention dans le débat politique, le jugeant pris en otage par le Parti du peuple cambodgien. En visite afin de resserrer ses liens d'amitiés avec la Chine, le roi n'a pas réagi à cette demande de l'opposition. Traditionnellement, le roi n'intervient pas dans les affaires politiques du royaume.

Frederic de NATAL

Sombres raisons pour noirs desseins

Les lecteurs de *Royaliste* sont les mieux informés sur la Belgique grâce à l'amitié de Luc Beyer de Ryke, ancien présentateur du journal télévisé de la RTBF et parlementaire européen. Sa dernière enquête nous dévoile les ressorts du nationalisme au pouvoir en Flandre.

Royaliste : Votre dernier livre traite de la collaboration en Flandre. Pourquoi gratter de vieilles plaies ?

Luc Beyer de Ryke : Lors de l'entrée en fonction de son gouvernement, le ministre de l'Intérieur Jan Jambon a déclaré : « *La collaboration a été une erreur, mais ils avaient leurs raisons.* » Mon réflexe de journaliste a été de me demander quelles étaient ces raisons. Je suis donc allé rencontrer les derniers collaborateurs flamands encore en vie et des familles de collaborateurs. En France, on ne reconnaît pas vraiment son passé de collaborateur. En Flandre c'est parfaitement assumé.

Royaliste : Quelles sont ces raisons ?

Luc Beyer de Ryke : Toutes les personnes interrogées ont commencé par affirmer leur germanité comme une sorte de postulat. Cette revendication de la germanité face à un monde latin va de pair avec le nationalisme flamand. La seconde raison invoquée était moins évidente : la guerre d'Espagne. Elle a joué un rôle important dans une Flandre profondément catholique. Les Flamands ont pris le parti des franquistes en raison des horreurs commises par les *rouges* incendiaires d'églises, tueurs de prêtres et de religieuses. En règle générale, côté francophone, on prend comme référence *L'Espoir* d'André Malraux...

Royaliste : Les difficultés économiques ont-elles joué dans le choix de la collaboration ?

Luc Beyer de Ryke : Nous connaissons effectivement une situation difficile. À Gand par exemple, il y avait

des quartiers ouvriers très pauvres, avec de nombreux taudis. L'un de mes anciens collègues au Conseil communal de Gand, qui a combattu dans les rangs de la Waffen-SS avant de devenir parlementaire, raconte être revenu émerveillé d'un voyage fait enfant en Allemagne nazie. Il la voyait comme une sorte de paradis social, sans chômage, avec des ouvriers qui habitaient de coquettes petites maisons et pouvaient partir en vacances. Cette réussite sociale initiale du national-socialisme ne prédisposait pas les gens à en discerner l'aspect sombre. Pour l'historien Bruno De Wever, frère de Bart De Wever, actuel chef de la N-VA, il y avait aussi une profonde admiration pour Hitler, accouplée à sa politique sociale.

Royaliste : S'est-on aussi engagé dans la collaboration pour de l'argent ?

Luc Beyer de Ryke : Sûrement. La vie est dure pendant la guerre et travailler en Allemagne ou combattre sur le front de l'Est assure un bon salaire. Mais ce n'est pas une donnée spécifique à la Flandre.

Royaliste : Les témoignages recueillis dans votre livre permettent-ils de conceptualiser la collaboration en Flandre ?

Luc Beyer de Ryke : Oui et je mettrais pour cela en exergue ce qu'on appelle la *Flamenpolitik*, la Politique flamande, phénomène antérieur à la guerre de 39-45 et même à celle de 14-18. Toute une école philosophique allemande bâtit cette *Flamenpolitik* sur une mystique rhéno-flamande qui veut faire des territoires comme la Flandre des territoires du Reich. Pas

le troisième, mais l'Allemagne impériale. Cette vision se lit notamment chez l'écrivain et publiciste allemand Friedrich Markus Huebner.

Royaliste : N'est-ce pas la Belgique telle qu'elle existe aujourd'hui ?

Luc Beyer de Ryke : C'est effectivement exactement la configuration structurelle et politique actuelle, avec un régionalisme tel que le prévoyait Friedrich Wilhelm von Bissing, fils du gouverneur général allemand en Belgique pendant la Grande Guerre. Pour lui, la Belgique doit être séparée en deux : les Wallons d'un côté avec pour capitale Namur et les Flamands avec pour capitale Bruxelles. Le Brabant aussi doit être séparé. Cette préfiguration de la *Flamenpolitik*, cette politique de l'Allemagne, a fait des ravages, notamment à l'issue de la guerre 39-45 avec la question royale.

Royaliste : Les mouvements flamands sont-ils orangistes ?

Luc Beyer de Ryke : Non, l'Orangisme est un mouvement totalement francophone. En 1830, toute une partie de l'aristocratie industrielle, notamment du textile, était opposée à la création de l'État belge, car elle craignait d'être coupée des Pays-Bas et des sources de matière première de Java ou Sumatra. Cet établissement s'est rallié tardivement à la Monarchie et à l'État belge.

Royaliste : Le mouvement flamand ne nourrit-il pourtant pas une sympathie pour une culture néerlandaise ou pan-néerlandaise ?

Luc Beyer de Ryke : Il y a maintenant une sorte de frémissement et on songe à élever à Gand une statue au roi Guillaume Ier de Hollande. Mais sans plus. Les nationalistes flamands, Bart De Wever en particulier, ne veulent pas joindre les Pays-Bas. Si la Belgique disparaît, ils veulent une République flamande indépendante.

Royaliste : Qu'en est-il du nationalisme thiois ?

Luc Beyer de Ryke : C'est tout à fait différent. Le *Dietsland*, la Grande-Néerlande, est une communauté de langue englobant la Flandre, les Pays-Bas et l'Afrique du Sud. Dans les manifestations flamandes on continue de chanter les hymnes néerlandais et afrikaans, mais ce mouvement a peu de répondant aux Pays-Bas.

Royaliste : L'Église a-t-elle joué un rôle dans la collaboration flamande ?

Luc Beyer de Ryke : Elle a joué un rôle à la Libération en 44-45 pour faciliter le chemin de l'exil aux collaborateurs. Avec par exemple, certains prélats comme Mgr Siri. Il y a eu tout un chemin de l'exil à partir des couvents vers l'Argentine ou l'Irlande qui ont accueilli de nombreux collaborateurs. Pour l'Irlande avec le consensus de ses deux principaux partis, notamment en reconnaissance de l'aide apportée à l'IRA. Des membres de l'Église ont certainement aussi aidé des résistants pendant l'Occupation, mais je doute que ce soient les mêmes qui ont aidé les collaborateurs à fuir le pays.

Royaliste : Ces collaborateurs qui ne se cachent pas entretiennent-ils des lieux de mémoire ?

Luc Beyer de Ryke : Il y a notamment Steneke où, une fois l'an, se tient un hommage aux combattants morts au front de l'Est. Au rythme des longs tambours, comme pendant la guerre, sous de grandes banderoles avec les noms des héros morts au Front de l'Est, défilent parfois à des Walkyries sorties d'un opéra de Bayreuth ! Il y a aussi un office religieux à la mémoire des martyrs.

Avec Françoise, mon épouse, nous y avons rencontré Ledy Broeckx, personne d'un certain âge dont nous avions remarqué l'ardeur. Elle nous a dit que s'il y avait un moyen de placer une bombe sous l'État belge, elle le ferait immédiatement. Elle nous a reçus très aimablement chez elle près d'Anvers. Dans son salon il y avait une tasse à l'effigie d'Hitler et d'Éva Braun et une bouteille de vin avec la devise « *Ein Volk, ein Reich, ein Führer* ». Fondatrice et directrice du Vlaams Nationale Jeugd (VNJ) - Alliance de la jeunesse nationale-flamande -, organisation de jeunesse flamande, elle a eu sous ses ordres Bart de Wever et toute sa famille. Tout cela dans la filiation de la collaboration. Son ancien loup de poche lui apparaît cependant aujourd'hui trop modéré. Elle considère les chambres à gaz comme une illusion et explique le nombre des morts par la famine. Les gardiens de camps de concentration eux-mêmes, selon elle, n'avaient pas à manger.



Royaliste : Avez-vous visité d'autres lieux de mémoire ?

Luc Beyer de Ryke : En plein cœur d'Anvers, un musée perpétue la mémoire d'Auguste Borms, *le roi non couronné de Flandre*. Après la Première Guerre mondiale, il a été condamné à mort pour collaboration, sans être exécuté. Incarcéré, il a été élu député haut la main, sa candidature ayant été soutenue par le Parti communiste flamand, mais son élection a été invalidée. Ayant de nouveau collaboré en 39-45, il a été condamné et exécuté après la Libération. Son portrait figure dans la Nouvelle Encyclopédie du Mouvement flamand avec un commentaire comparant son combat et son assassinat à ceux de Gandhi et de Luther King !

Royaliste : La classe intellectuelle flamande a-t-elle massivement collaboré ?

Luc Beyer de Ryke : À quelques exceptions près, tous les grands écrivains ont collaboré à des degrés divers. La moindre des choses était d'être récompensé d'un prix qu'on allait chercher des mains de Goebbels. On peut citer Stijn Streuvels, le Giono flamand ou Filip De Pillecyn, qui a un beau monument sur les bords de l'Escaut. Il fut directeur de l'enseignement moyen pendant la guerre. Il y avait alors, je m'en souviens personnellement, des classes de transmutation pour permettre aux petits francophones d'apprendre le flamand. Des inspecteurs linguistiques repéraient dans nos classes les rares élèves avec un accent flamand pour



les transférer dans l'enseignement flamand. Des peintres célèbres ont aussi collaboré, tel Albert Servaes, qui s'enfuit en Suisse où il mourut. De manière générale, les anciens collaborateurs ont très vite été réintégrés dans la société belge, faisant carrière en politique ou dans les affaires, comme André Leysen, ancien des Jeunesses hitlériennes, devenu patron de l'équivalent belge du Medef, un des rares repentis.

Royaliste : Quel avenir voyez-vous pour la Belgique ?

Luc Beyer de Ryke : Il y a quelque temps, je prévoyais l'éclatement de la Belgique, mais je n'en suis plus si sûr. La disparition de la Belgique reste le premier point du programme de la N-VA. Mais un député flamand m'expliquait que cette disparition doit se faire de manière soft. L'éclatement de la Belgique supposerait la création d'un nouvel État qui devrait engager une longue procédure de reconnaissance par les institutions européennes. La N-VA cherche donc plutôt à construire une Belgique « où les [nationalistes] sont chez eux » pour reprendre la formule du politologue Dave Sinardet. Dans ces conditions, on peut même tolérer le Roi, qui n'est pas impopulaire en Flandre, s'il se limite à inaugurer les chrysanthèmes.

Propos recueillis par Laurent LAGADEC

Luc Beyer de Ryke – *Ils avaient leurs raisons, 14-18 & 40-45 - La collaboration en Flandre*, Éd. Mols, coll. Histoire, 2016, 208 p, 21,50 €.

Monarchie mirage

Un monarchie, un sultanat et dix émirats (dont sept au sein des Émirats Arabes Unis) se partagent avec la République du Yémen le *pays de l'or noir* : la péninsule arabique. Illusion d'optique ?

Le Manière de voir que *Le Monde diplomatique* leur consacre les tire comme son titre l'indique du côté de l'illusion tels des mirages dans le désert. Sauf qu'il s'agit plus comme le dessine sa couverture de cités fantasmées au concours de la plus haute tour, du plus riche *mall* commercial, de la plus blanche marina et du plus grand stade de football à l'orée du mondial 2022. Plutôt que le désert, l'autocratie, la religiosité ou même le pétrole, thèmes ressassés, ce qui caractérise ces pouvoirs monarchiques c'est le spectaculaire boom immobilier qui a amené chez eux des armées de millions de travailleurs, considérés comme des esclaves modernes. Venus pour moitié d'Asie (Inde, Pakistan, Indonésie, Philippines), ils représentent plus de 80 % de la population dans les émirats là où les nationaux varient entre 300 000 et le million.

En Arabie séoudite c'est un peu différent car les étrangers ne dépassent pas le tiers de la population totale. Le sultanat d'Oman, moins saisi par la fièvre de construction, conserve encore une majorité de nationaux (60/40). L'article le plus intéressant de cette livraison est un inédit de Nazim Kurundeyr : « *Dernière l'eldorado, l'enfer.* » Ces quelques vingt-cinq millions d'étrangers - autant que les nationaux hors Yémen qui à lui seul recense également 26 millions d'habitants, point aveugle de la région - ne sont pas des immigrés mais de simples travailleurs temporaires. Ils ou elles retourneront dans leur pays après quelques années. Ils ne cherchent aucune intégration. On ne leur en offre d'ailleurs aucune, sauf à un certain nombre d'Égyptiens, de Palestiniens ou de Libanais qui restent.

Un autre aspect intéressant est l'inéluctable modernisation de ces sociétés urbanisées et consommées à outrance, les femmes, les jeunes, les cadres, avec les progrès de l'éducation, même des libertés individuelles. L'une des formes d'expression les plus inattendues est le rajeunissement rapide des têtes dirigeantes. Salman d'Arabie sera le dernier des gérontes de la dynastie Séoud. D'ici peu le royaume sera dirigé par des quadragénaires comme déjà le Qatar depuis l'abdication de l'émir en 2013. Les successions se sont accélérées partout.

YLM

Manière de voir, no 147, juin-juillet 2016, *De l'Arabie saoudite aux Émirats. Les monarchies mirages*, 8,50 €.

Jupiter à l'Élysée

Un ouvrage grand public sur la dissuasion nucléaire française est une espèce trop rare pour qu'on ne le remarque pas. D'autant qu'il est particulièrement bien fait.

Tellement rare qu'on se demande s'il répond à une quelconque actualité. Or aucun sujet n'est plus actuel. En effet, le monde change et nous avec lui, comme dit l'adage. En l'occurrence, nous assistons à une relève de génération. Il n'est absolument pas superflu de rappeler aux nouvelles générations qui en ignorent tout l'historique de la création de la bombe française et d'en expliquer les secrets. À la veille d'une échéance présidentielle, il est utile d'être informé de ce dont aucun candidat ne nous parlera, à savoir des choix auquel le prochain chef de l'État sera confronté dans le renouvellement de nos capacités nucléaires. À l'heure où les forces armées sont tellement sollicitées dans des opérations extérieures, où la priorité va à la lutte contre le terrorisme, où les budgets sont contraints, où l'on s'interroge sur les risques de l'énergie nucléaire, où la Grande-Bretagne et même les États-Unis sont tentés par un certain désarmement et hésitent à remplacer certains armements, où la clause de défense mutuelle européenne pourrait nous entraîner à *euro-péaniser* notre force de dissuasion nationale, Jean Guisnel et Bruno Tertrais apportent les réponses dont beaucoup ne vont pas de soi.

La pérennisation de notre force est heureusement déjà bien engagée. Il reste que son renouvellement devrait atteindre un pic autour de 2025. Le coût moyen de la force de dissuasion qui est de l'ordre de quatre milliards d'euros par an (12 % du budget de la défense, 20 % des dépenses d'équipement, 0,15 % du PIB) devrait alors monter à six milliards (30 % des dépenses d'équipement, 0,25 % du PIB). Sans doute, à budget égal, faudra-t-il faire des choix sur certaines composantes ou sur des armes conventionnelles.

Les deux auteurs montrent bien qu'il serait plus coûteux d'abandonner. Surtout notre statut de puissance nucléaire est celui qui nous permet de peser comme on l'a vu dans les négociations sur le nucléaire iranien. Enfin il est vain d'opposer deux armées : la qualité de notre armée classique est totalement liée à la technologie, au savoir-faire, à la formation découlant directement des filières nucléaires. Même notre engagement au Sahel a reposé sur la capacité de tir à longue distance développée à cause de la force de dissuasion. Bien entendu aussi notre puissance industrielle : sans la Bombe pas de contrats de sous-marins, de lanceurs de satellites, de radars, de Rafale, etc., ...

YLM

Jean Guisnel & Bruno Tertrais - *Le président et la bombe. Jupiter à l'Élysée*, Éd. Odile Jacob, 2016, 336 p, 22,90 €.

La défaite des femmes

On les appelle les néo-réactionnaires, ce qui est une façon de les tuer dans l'œuf, puisque les mots tuent. Comment survivre au procès moral implicite que suppose cette stigmatisation sémantique ? Oui, mais voilà, les néo-réactionnaires font mieux que résister, on leur concède même parfois qu'ils ont déjà gagné la bataille des idées. Et ils font des petits ! Parfaitement émancipés, insolents, se moquant des idées toutes faites, des préjugés et des codes obligés. Scandale de plus : il arrive que ces réacs se déclinent au féminin, et osent prendre à la gorge le féminisme soit disant avant-gardiste de la postmodernité. L'exemple d'Eugénie Bastié est particulièrement frappant : cette jeune femme de vingt-quatre ans s'est distinguée, il y a quelques semaines pour avoir épinglé Jacques Attali en plein débat télévisé : « *L'immigration, Jacques Attali, ce n'est pas Erasmus, c'est un drame, c'est une tragédie...* » Eh oui, l'ultra-libéralisme du libre échange des personnes et des biens ne saurait transformer le drame des Syriens chassés dans leur pays en variable d'ajustement des flux du marché du travail. Mais la jeune Eugénie ne se contente pas d'avoir la langue bien pendue, elle réfléchit, elle lit, elle argumente, s'imposant dans son métier de journaliste. Elle franchit un degré de plus, en publiant un premier essai, provoquant en diable, puisqu'il ose dénoncer « *la défaite des femmes* », mais surtout dialectiquement ciselé, très informé et portant le fer au cœur même d'un des débats les plus cruciaux de l'époque.

Comme il se doit en pareil sujet, il faut bien en revenir à la référence classique, Simone de Beauvoir, point de départ d'une militance qui ne cesse de rebondir de déconstruction en déconstruction. Eugénie Bastié ne se défend pas d'une certaine admiration à l'égard d'une contestataire pétrie de culture littéraire, qui connaissait le cœur humain « *avec la profondeur et la sagesse de ceux qui aiment les romans* », et du coup une certaine complexité humaine. Que dire alors de celles qui prétendent poursuivre son combat, dépourvues d'un tel bagage, par ailleurs rejeté au titre des vieilleries aliénantes ? « *Digérant l'audace libertaire avec l'estomac de génisses rombières, les post-féministes ont ruminé les intuitions beauvoiriennes jusqu'à accoucher un nouvel ordre moral, d'autant plus libéricide qu'il n'est pas sédimenté par des siècles de traditions et d'habitudes, mais qu'il jaillit instantanément de cerveaux acculturés.* » Est-il vrai que devant tant d'inepties, et eu égard à un vertigineux décalage culturel, c'est « *le rire de Beauvoir* » qu'il faudrait entendre, désavouant son impossible postérité ? Je n'en suis pas tout à fait sûr, car l'auteur du *Deuxième sexe* a tout de même tracé la voie où se sont engouffrées des militantes participant d'une rage destructrice d'autant plus implacable que Beauvoir avait semblé rejeter dans l'obsolescence tout ce qui était susceptible de donner des limites.

Faut-il parler de complicité féminine ? Sans doute, une complicité qui se rapporte aussi à ce qu'il y a de sympathique dans le désir existentialiste d'échapper à la facticité pour accéder à la pleine liberté. Une liberté qui devient problématique, lorsque la rigidité idéologique se substitue au jugement critique. Éric Zemmour, dans sa recension du *Figaro*, n'en a pas moins reproché vivement à sa consœur cet attachement beauvoirien : « *Beauvoir est à Butler ce que Lénine fut à Staline, ou le Maho-*

met de la Mecque au Mahomet de Médine : un paravent rhétorique, un rideau de fumée, un pieux mensonge. » Le différend dépasse la logique des développements inévitables d'une idéologie, il recouvre une différence fondamentale de diagnostic. Là où Éric Zemmour dénonce une féminisation à outrance du corps social, abolissant toute altérité masculine, Eugénie Bastié analyse une régression où la femme risque de perdre l'essentiel d'elle-même : « *Le monde féminin n'a pas gagné. La révolution féminine n'a pas abouti à un monde plus féminin, mais à un monde plus uniforme. Un monde où les différences sont soit avilies par la double marchandisation de la publicité et de la pornographie, soit effacées par le double puritanisme du genre et de l'islamisme. L'homme, lui aussi, est la victime de ce processus infernal. Non, la société ne se féminise pas. Non, la société ne se masculinise pas. La société s'appauvrit de la différence des sexes.* » Il fallait bien qu'Eugénie Bastié examine sérieusement le nouveau dispositif qui commande la déssexualisation du monde et de l'espèce, en se réclamant du fameux gender, théorisé par Judith Butler, elle-même inspirée par la déconstruction de la *French theory* : « *Il s'agit d'en finir avec la polarisation universelle du genre humain en deux sexes, jugée artificielle, arbitraire et stigmatisante au profit d'une trans-identité floue, (queer) ou, au contraire, d'étiquettes sur-déterminées quant à l'orientation sexuelle déclinée en homosexuel, homosexuelle, bisexuel, bisexuelle etc., les deux pouvant, bien sûr, se combiner.* » Si tout est construction d'ordre culturel, le constructivisme est appelé à exercer une domination universelle, avec des conséquences forcément totalitaires. Mais ce ne serait pas la première fois qu'un projet libertaire tourne au cauchemar et qu'une volonté de désaliénation universelle aboutisse au meilleur des mondes. Orwell avait déjà tout dit là-dessus, prophétiquement, y compris en soulignant l'importance d'une novlangue dans l'élaboration de l'utopie en marche. Novlangue qui suppose une véritable police de la pensée avec une surveillance constante. Récemment, le pouvoir actuel, en France, s'y est essayé, au risque de reculades spectaculaires, notamment avec les ABCD de l'égalité. Mme Vallaud-Belkacem a farouchement nié, à l'instar de la rédaction du *Monde* unanime, l'existence d'une théorie du genre. Il n'empêche que le ministère de l'Éducation nationale a développé une doctrine officielle qui préconisait un radical changement des mentalités pour parvenir à arracher les enfants aux stéréotypes dont ils étaient, nativement, prisonniers. En Suède, on a été beaucoup plus loin en inventant des écoles où les enfants sont carrément arrachés à toute différence de sexe.

On peut contester le constructivisme débridé sur le terrain philosophique, mais il est aussi nécessaire d'apprécier concrètement à quoi il nous a mené depuis qu'il s'est emparé du féminisme militant. La femme a-t-elle gagné au total de ce vaste remue-ménages ? La libération partout célébrée a-t-elle aboutie à un gain de civilisation et donc de civilité ? Là-dessus, Eugénie Bastié se montre impitoyable, notamment sur le terrain de la sexualité : « *Le nouvel impératif de la sexualité n'est plus l'amour, mais la jouissance. La notion d'expériences sexuelles multiples, le champ lexical de la compétitivité, le vocabulaire du record qui traitent de la femme comme d'une fourniture à tester, ont envahi le champ du désir. C'est désormais un impératif mondial : il faut réussir sa vie sexuelle comme il faut réussir sa carrière.* » Faut-il conclure à un sauve-qui-peut général ? « *Jamais les filles n'ont été autant traitées de putes et de salopes dans les cours de récréation* » déclarait Eugénie Bastié dans un entretien au *Point*. Quel miracle pourra nous restituer une véritable civilisation des mœurs, digne du génie féminin ?

Gérard LECLERC

Eugénie Bastié - *Adieu mademoiselle, la défaite des femmes*, Éd. du Cerf, coll. Actualité, 224 p., 2016, 19 €.

Dernières chances

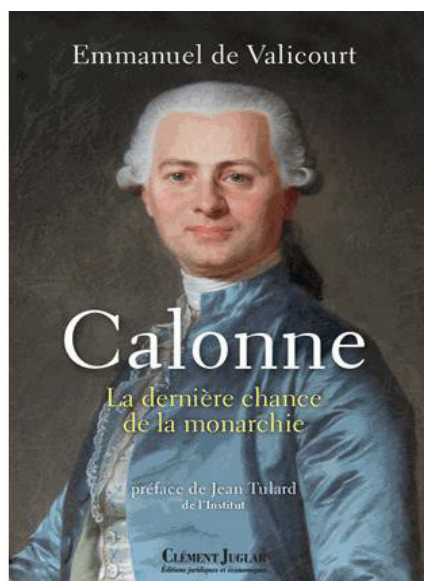
Même si vous estimez avoir tout lu sur la période prérévolutionnaire, même si l'histoire ne vous intéresse pas, vous allez certainement lire ce livre ! C'est qu'il est aujourd'hui en résonnance avec une situation que nous connaissons. Actuel, ce type de sujet l'est toujours.

Le seul écueil qui aurait pu faire douter de l'intérêt de ce livre est qu'il a été écrit par un parent de Charles de Calonne. On pourrait a priori ranger Emmanuel de Valicourt parmi les hagiographes et par là-même douter de la qualité de l'ouvrage. Or, rien de tout cela ici, cette étude, parce que c'est bien plus qu'une biographie, est la description d'une volonté et d'un processus : celui de la tentative de réformer un système en voie de perdition. C'est aussi, avec une narration élégante et précise, le portrait des hommes des années 1750-1780, de leur pensée, de leurs opinions et de leur action.

Le personnage d'abord. C'est le pur rejeton d'une famille de robe fraîchement parvenue à l'état de noblesse. Le cursus de la famille Calonne pourrait à bien des égards apparaître comme emblématique de la situation d'une haute bourgeoisie qui cherche à s'élever socialement et y parvient, jusqu'au sommet jadis atteignable, celui de la participation au gouvernement du royaume. Avant cela, c'est un parcours qui ne diffère en rien de celui de nombre de ses congénères. La petite différence tient à ce que Charles de Calonne, tout jeune, s'attache au service de son roi et de son pays.

Le cursus honorum est pratiquement toujours le même. Le Parlement pour débiter ; le Conseil d'État pour toucher au plus près la direction du pays ; un passage par l'Intendance où, dans deux postes successifs, celui que l'on surnomma toute sa vie le *jeune colonel*, va montrer sa valeur, y compris et surtout, dans les périodes les plus difficiles, à Metz puis à Lille. Très tôt remarqué par Maupeou, cet homme est de convictions, y compris à l'encontre de son propre milieu, et surtout de méthode. C'est le produit d'une intelligence vive, d'une capacité à distinguer l'essentiel, d'une forme de flair lui permettant de humer le parfum du temps. C'est un concepteur, un fin manœuvrier, un homme moderne au meilleur sens du terme. Puis, lâchons le mot, c'est un réformateur.

Bien sûr pas un de ceux, à la petite et courte semaine, que nous connaissons depuis vingt ans. Non, mais un vrai, un homme conscient des nécessités de l'intérêt général et qui va entreprendre la dernière tentative intelligente de sauvetage de l'édifice de l'Ancien Régime. Calonne croit en son roi et le système politique qu'il représente. Ce n'est pas un penseur creux tout juste habile, comme



Voltaire, à se bien faire voir d'une haute société largement déboussolée. Sérieux et, mieux que tout, honnête, à la fois intellectuellement et financièrement. On ne pouvait en dire autant de l'un de ses prédécesseurs, Jacques Necker.

L'idée de nommer Calonne Contrôleur général des Finances précède de quelques années son arrivée à cette charge. C'est que Louis XVI voit loin, son intelligence et son pragmatisme lui permettant de repérer très tôt les talents et surtout les volontés. Pourtant, l'histoire du gouvernement du *jeune colonel* est celle d'un échec cuisant. Toutefois, on ne saurait sans malhonnêteté l'en rendre responsable. D'abord parce qu'il a tenu, dès son arrivée à la fin de 1783, durant cet hiver qui fut l'un des plus froids et dévastateurs de l'histoire, la fameuse *année du vol-*

can, il cherchera à connaître l'exactitude de la situation du royaume, menant un lourd travail pour connaître le pays et ses habitants et surtout en mettant le l'ordre dans les comptes truqués de Necker qui obérèrent ses possibilités d'action.

C'est que financièrement, la période est affreuse, la politique désordonnée et brouillonne de ses devanciers ayant porté la France au bord de la ruine. Jugé aujourd'hui, le plan Calonne apparaît de simple bon sens, il convient de tenir les comptes dans les deux sens du terme. Trouver de l'argent sera durant quatre années son angoisse constante. Pourtant, là où les autres s'étaient contentés de replâtrage, lui va tenter de rendre la situation financière saine. Pour cela, en plein accord avec Louis XVI, il va proposer une série de réformes audacieuses, tendant à rendre l'organisation du royaume rationnelle et efficace.

Las, si Calonne avait su oublier ce qu'il était et d'où il venait, la société n'était pas disposée à en faire de même. Un tel train de réformes nécessitait l'adhésion de l'élite de la société française. Si certains avait compris, tel Vergennes mort trop tôt, la nécessité de revoir l'édifice complet, d'autres comme le sinistre Maurepas firent tout ce qui était en leur pouvoir pour saper la tentative. Les Parlements ne furent pas en reste, décidés, comme le vieux ministre, à conserver l'intégrité de leur privilège et pire, à se venger de celui qui avait mis la main à la solide réforme Maupeou. Même intelligemment entouré, Calonne ne parvint pas à faire plier les privilégiés lors de l'Assemblée des notables de 1787. C'était terminé. Deux ans plus tard la Révolution s'inspirera de lui pour bouleverser l'organisation du royaume. Sans lui.

Sans lui puisque l'échec ne leur suffisant pas, ses ennemis voulurent aussi écraser l'homme, et y parvinrent. La mort dans l'âme, mais il était bien seul et isolé pour le soutenir, le roi l'exila. Le reste de la vie de Charles sera faite d'errance et de difficultés. Malgré une forte tendance à la dépression et une santé plutôt délicate, sa détermination ne fut que peu entamée. Il courut l'Europe pour aider son pays, sans résultat. Même Bonaparte n'eut pas l'intelligence de s'en servir. Histoire d'un gigantesque gâchis, à connaître et à méditer, surtout aujourd'hui.

Pascal BEAUCHER

Emmanuel de Valicourt, *Calonne. La dernière chance de la monarchie*, préface de Jean Tulard de l'Institut, Éd. Clément Juglar, 2015, 242 p., 25 €.



Carnet

Le 2 juin, le duc et la duchesse de Vendôme, le prince **Jean d'Orléans** et la princesse **Philomena**, ont annoncé la naissance de leur quatrième enfant prénommé **Joseph Gabriel David Marie**. Cent septième arrière-petit-fils de feu le comte et la comtesse de Paris, il sera titré *fil de France*, ainsi que l'a confirmé sur son compte *Twitter*, le prince **Henri d'Orléans**, chef de la maison royale de France.

Jacques Solé

Nous avons appris avec retard la mort, le 9 mai dernier, de Jacques Solé, professeur émérite d'histoire moderne à l'Université des sciences sociales de Grenoble. Nous avons reçu Jacques Solé à plusieurs reprises aux Mercredis de la NAR et Bertrand Renouvin avait consacré à son ouvrage « **Révolutions et révolutionnaires en Europe, 1789-1918** » (Gallimard, 2008) un long article que l'on retrouvera sur son blog.

« *Royaliste* », auquel Jacques Solé avait bien voulu s'abonner, adresse à sa famille ses très vives condoléances et la prie de croire que son enseignement ne sera pas oublié.

ATTENTION !

Nous avons indiqué à plusieurs reprises l'adresse complète de la NAR. Les règles nouvelles édictées par La Poste sont aujourd'hui pleinement appliquées et dans la plus grande rigueur.

Aussi, certains courriers ne nous sont plus distribués parce qu'insuffisamment adressés. Certains d'entre vous nous ont expédié des courriers, pour réabonnement, participation à la souscription 2016 ou commande de nos livres, qui ne nous sont pas parvenus.

NAR, Bloc C - Boîte13, 38, rue Sibuet, 75 012 Paris

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain. Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'**Abonné des Mercredis** annuelle (15 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences. Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 22 juin

Débat autour du documentaire d'**Eric Deroo**, diffusé par la chaîne *Histoire*, sur les origines de la Résistance, avec **François-Marin Fleutot**, historien, auteur de l'ouvrage « *Des royalistes dans la Résistance* ».

Mercredi 29 juin

Cyril Garcia, historien, présente son livre : « **Amado Granell, libérateur de Paris** ». Voir l'article de Christophe Barret dans le numéro 1102 de « *Royaliste* ».

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

**Abonnement,
adhésion et librairie**
règlement à l'ordre de :
**la Nouvelle Action
royaliste (NAR)**

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

Grande braderie permanente ! dans les locaux :

livres anciens
de 2 à 5 €

et livres récents
à moitié prix

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - Boîte 13
38, rue Sibuet - 75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire : 05 14 - G
84 801
ISSN 0151-5772

Paradoxes mélenchoniens

Candidat à la présidence de la République, Jean-Luc Mélenchon a tenu sa première grande réunion publique dans la rue le 5 juin.

La réussite de cette journée vient conforter de grands espoirs nourris par la conjoncture : l'échec du quinquennat est patent, le Parti socialiste agonise et une recomposition de la gauche est devenue inévitable dans notre France secouée par le mouvement de résistance à l'ultra-libéralisme qui se concentre depuis trois mois sur le rejet de la loi El Khomri. L'an prochain, une surprise est possible qui nous placerait dans une situation tout autre que celle créée par la joute entre le Front national et les partis oligarchiques. Jean-Luc Mélenchon est-il l'homme de cette situation ?

Sa déclaration de candidature fut à la fois paradoxale et rigoureuse. Paradoxale parce que Jean-Luc Mélenchon, héros de la gauche radicale, a repris la démarche gaullienne de l'homme qui se présente devant la nation, en dehors des partis. Rigoureuse parce que tel est bien l'esprit des institutions de la Ve République, conçue en 1962 comme une monarchie élective donnant au chef de l'État sa légitimité démocratique.

Son programme en sept points soumis à la discussion exprime une nette volonté de rupture. Jean-Luc Mélenchon veut abattre l'oligarchie financière, partager les richesses, sortir des traités européens, libérer la France de la tutelle américaine, réorienter les activités de notre collectivité nationale par la planification écologique... Ces intentions méritent d'être précisées mais il est évident que la réalisation de ce programme suppose une formidable volonté politique. Celle de Jean-Luc Mélenchon est manifeste mais l'homme d'État qu'il veut devenir doit s'appuyer sur des institutions solidement établies ou rétablies. Or le projet constitutionnel du candidat manque à tous égards de pertinence.

Fidèle à lui-même, Jean-Luc Mélenchon annonce une VIe République : *« Je voudrais être le dernier président de la Ve République et rentrer chez moi sitôt qu'une Assemblée constituante, élue pour changer de fond en comble la Constitution, ait aboli la monarchie présidentielle et restauré le*

pouvoir de l'initiative populaire. » La destruction de notre Constitution est donc le seul objectif de Jean-Luc Mélenchon puisqu'il rentrera chez lui après l'élection d'une Constituante. D'autres, dans de nouvelles institutions, se chargeront d'opérer les ruptures annoncées. Jean-Luc Mélenchon veut donc créer un vide au sommet de l'État et ouvrir une période d'incertitudes majeures car rien ne dit que l'Assemblée constituante établira une République conforme au programme mélenchonien - à moins bien sûr que le Parti de gauche y dispose de la majorité absolue.

Admettons l'hypothèse d'une Constituante décidée à réaliser le programme du Front de gauche en 2012. On s'apercevra alors que ses proclamations masquent un invraisemblable bricolage juridique. Les droits sociaux proclamés sont déjà inscrits dans le Préambule de 1946 ou peuvent faire l'objet d'un autre préambule constitutionnel. Quant aux dispositions institutionnelles, elles définissent déjà la Ve République - nous ne sommes pas en régime présidentiel mais en régime parlementaire puisque le gouvernement est responsable devant le Parlement - ou elles peuvent faire l'objet d'une réforme de la Constitution de 1958 : réforme du Sénat, choix de la proportionnelle, réforme du Conseil supérieur de la magistrature... Enfin, il n'est pas nécessaire de réduire les pouvoirs du président de la République puisque ceux-ci sont strictement définis par l'article 5 de la Constitution : il veille au respect de la Constitution, il assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et la continuité de l'État, il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités.

Somme toute, Jean-Luc Mélenchon a la berlue : il confond la lettre et l'esprit de la Constitution avec ses dérivées : la *gouvernance* oligarchique s'est substituée à la République - les intérêts d'une caste ont effacé le souci de l'intérêt général - et le président de la République est devenu le véritable chef du gouvernement selon la logique du quinquennat aggravée par le fait que les élections législatives ont lieu immédiatement après l'élection présidentielle. Inventée à partir de jugements erronés sur nos institutions, la *VIe République* est une fiction qui détruit la crédibilité du programme économique et social de Jean-Luc Mélenchon. Est-il capable, sur ce point essentiel, d'une nouvelle réflexion ?

Bertrand RENOUVIN

